Les lauréats du Prix Goldman 2007

Partage international nº 226 – Juin 2007

Le « Prix Nobel vert » décerné annuellement à des militants travaillant à la jointure du social et de l'environnemental, a couronné l'action de six personnes, issues de quatre continents.

Les Cinq de Rossport

En 1996, la compagnie Shell avait découvert une réserve naturelle de gaz au large des côtes ouest de l'Irlande. Elle avait aussitôt enclenché les procédures de routines, dont la construction d'un gazoduc et d'une raffinerie.

Hélas pour elle, un certain Willie Corcuff s'est mis en tête de refuser qu'elle fasse passer son gazoduc sur ses terres et celles de ses voisins, sans parler de mettre en danger un délicat écosystème marécageux et la population environnante. Ses motifs étaient d'autant plus fondés que l'autorisation reçue par Shell pour lancer ses projets était illégale, par défaut de consultation préalable de la population.

Shell avait prévu de démarrer sa production en 2003, et d'acheminer le gaz toxique, non raffiné, via Rossport, par un gazoduc à haute pression d'une dizaine de kilomètres jusqu'à la raffinerie à construire dans la région de Bellanaboy.

W. Corduff et ses amis et voisins ont donc lancé une campagne d'information auprès des résidents. En juin 2005, lui-même et quatre de ses collègues, connus comme « les Cinq de Rossport », furent condamnés à la prison pour avoir refusé – en toute légalité – l'accès de leurs terres à Shell. Libérés après 94 jours de détention à la suite de protestations massives de la population, ils ont imposé un blocus contre le site prévu pour la raffinerie.

Ces efforts ont payé, puisque la compagnie a accepté de redessiner le parcours du gazoduc, même si, dit-on, les changements sont mineurs, et n'ont pas encore été rendus publics.

Malgré cela, en octobre 2006, Shell a donné le premier coup de pioche sur le site de Bellanaboy. Dernièrement, une Haute Cour de Dublin, confirmant la loi, a statué que le gouvernement ne pouvait forcer les cinq fermiers à accepter le passage du pipe-line sur leurs terres – un jugement qui a définitivement rendu caduc le tracé préétabli par la compagnie. Une commission gouvernementale étudie actuellement l'impact écologique de la raffinerie.

Cinq millions de saumons sauvés

Au cours de la fin du XX^{e} siècle, les populations de saumons jadis pléthoriques de l'Atlantique nord sont tombées à des niveaux alarmants, affectant non seulement les écosystèmes océaniques et fluviaux de la région, mais également les communautés rurales pour lesquelles cette pêche constitue une tradition ancestrale et leur principale source de revenus.

C'est dans les années 1970 qu'Orri Vigfússon, entrepreneur et grand amateur de pêche à la ligne dans les rivières de son Islande natale, a pris conscience du problème. Il a alors créé le North Atlantic Salmon Fund (NASF). Depuis 1989, cette association a levé une trentaine de millions d'euros pour racheter des licences de pêche au filet dérivant. Pour assurer la pérennité de son action, O. Vigfússon a lancé des alternatives viables, comme l'élevage de crabe des neiges et le caviar de lompe.

Le NASF a aussi négocié des moratoires avec plusieurs gouvernements. Tous ces efforts ont abouti à une remontée spectaculaire des stocks de saumons dans de nombreux pays. Selon les estimations du NASF, la pêche industrielle dans l'Atlantique a chuté de plus de 75 % ces quinze dernières années, et les pêcheurs à la ligne dans les rivières où les filets sont bannis ont signalé une forte augmentation des prises. Plus de cinq millions de saumons atlantiques auraient ainsi été sauvés.

Régisseurs légitimes de la terre

La forêt boréale du Canada forme une ceinture verte traversant le centre du pays et constitue 25 % de la surface forestière mondiale.

Le territoire traditionnel des peuples première de Poplar River, qui compte 1 200 âmes, pour la plupart des Ojibway, vit sur le côté oriental du lac Winnipeg (Manitoba). Le territoire des peuples premiers a, d'un point de vue légal, un statut public. Ce qui permet aux agences provinciales et fédérales d'accorder des baux à long terme à l'industrie sans consulter au préalable les premiers intéressés. D'où, entre autres choses, une déforestation importante et

Copyright Partage international - www.partageinternational.org

la multiplication des centrales hydro-électriques sur les fleuves de la région.

Sophia Rabliauskas, une des principales figures de ce peuple premier, s'efforce depuis huit ans, avec son peuple, d'assurer la protection des deux millions d'acres de leur forêt encore préservés du bûcheronnage et des exploitations hydraulique, gazière et minière. En 2004, en collaboration avec d'autres membres de sa communauté, elle a lancé un plan de développement et de gestion de leur territoire – une première parmi les autres peuples premiers de cette région boréale. Elle travaille maintenant à faire avaliser ce statut et cette politique par le gouvernement du Manitoba. Ils espèrent ensuite faire inscrire l'ensemble de cette forêt sur la liste du Patrimoine mondial de l'Unesco.

Transformer la communauté grâce au développement durable

La vallée de Luangwa, au nord de la Zambie, est depuis les années 1980 une des zones favorites des braconniers, qui ont décimé la population des éléphants et réduit ses habitants à la plus extrême misère. C'est pour lutter contre ces déprédations que Hammerskjoeld Simwinga a lancé des initiatives de développement durable, dans le but de restaurer la flore et la faune et faire sortir cette région de sa pauvreté.

Chef du Programme de la conservation de la vie sauvage et du développement des communautés humaines, il protège la biodiversité du Parc national du nord de Luangwa tout en améliorant la vie des villages par le micro-crédit, des programmes de santé et d'éducation, et en promouvant le rôle des femmes.

Il a commencé son travail dans la région en 1994, dans le cadre d'un programme américain de conservation de la vallée, à une époque où les économies locales tiraient une grande partie de leurs ressources du braconnage. Il a aidé les villageois à former des « clubs de défense et de promotion de la vie sauvage », dont le but était d'octroyer à ceux qui aidaient les braconniers des petits prêts pour lancer de petites affaires comme alternatives à ces activités de braconnage.

Grâce à ce dispositif, les gens ont pu ouvrir de petites épiceries et des moulins, offrant ainsi des emplois à des meuniers, des mécaniciens et des comptables. Ce programme a également prêté des semences aux fermiers et leur a apporté une assistance technique destinée à améliorer la qualité nutritive et la quantité de leurs récoltes, dans le but de les rendre moins dépendants, pour leur alimentation, de la viande des animaux sauvages.

Protection des sources en Mongolie

Dans les vastes steppes de Mongolie, à la population clairsemée, des pratiques minières d'un autre âge font peser une lourde menace sur les ressources hydrologiques de l'ensemble de la région. Avec une population pauvre, rurale et en partie nomade, le pays fait face à un défi sérieux : mettre en place une politique industrielle afin de protéger l'environnement naturel dont tire chichement sa nourriture une partie de ses habitants. C'est Tsetsegee Munkhbayar qui a pris la tête de la campagne de protection des ressources en eau du pays. Les Mongols qui vivent dans les zones rurales comptent essentiellement sur les fleuves et leurs affluents pour se fournir en eau potable, eux et leurs troupeaux. Les exploitations minières sauvages, qui extraient le minerai par des systèmes à eau sous haute pression, ont asséché plus de 30 affluents de l'Onggi (l'un des principaux fleuves du pays).

Munkhbayar, issu d'une famille de bergers semi-nomades, dirige le Mouvement pour la rivière Onggi, organisation militante qu'il a cofondée en 2001. Son action a abouti à la formation de la Coalition mongolienne pour la protection de la nature, qui réunit onze mouvements de défense des fleuves et rivières.

Munkhbayar a fini par convaincre le gouvernement d'augmenter et de renforcer les règles d'exploitation minière dans la région, de fermer les mines trop polluantes et d'entreprendre une restauration de l'environnement. Autant de succès qui se sont traduits, en mai 2006, par l'adoption d'une loi cadre sur les règles d'exploitation minière et la protection des voies d'eau. De plus, 35 des 37 mines qui sévissaient dans le bassin de l'Onggi ont mis fin à leurs activités destructrices. Depuis, le fleuve a retrouvé sa vigueur et son débit.

Une voix pour les sans voix

De petites communautés autochtones parsemées dans l'Amazonie péruvienne ont décidé de refuser tout contact avec le monde extérieur, et de continuer à mener leur vie ancestrale millénaire. Mais cette volonté d'isolement a vite été mise à mal par l'intrusion de forestiers à la recherche d'acajous pour le marché américain, intrusions souvent responsables d'épidémies catastrophiques, d'affrontements particulièrement violents, et de la perte d'une culture indigène ancestrale.

Julio Cusurichi, chef Shipibo de l'Amazonie

péruvienne, a très vite pris les choses en mains. Ses efforts, ayant attiré l'attention internationale, ont abouti en 2002 à la création d'une réserve territoriale pour ces peuples, s'étendant sur une superficie de près de 8 000 km², dans une des régions les plus vierges de l'Amazonie.

J. Cusurichi a ensuite aidé le gouvernement à établir des postes de surveillance sur les principales rivières de la région et à faire l'inventaire des acajous restants. Lorsque le gouvernement eut décidé d'abandonner ces postes, il entreprit, en collaboration avec un groupe de défense des droits des autochtones, de former les villageois afin que, payés par le Trésor public, ils prennent le relais des fonctionnaires.

Pour verrouiller plus encore la protection de sa région, J. Cusurichi, en collaboration avec diverses associations de défense de l'environnement, a engagé des poursuites contre les ministères de l'Intérieur et de l'Agriculture des Etats-Unis et contre trois grands importateurs de bois de construction américains, pour viola-tion par l'Etat américain de sa propre loi de protection des espèces en danger (Endangered Species Act). En cas de victoire, c'est le principal débouché de ce trafic qui pourrait se voir fermer, et donc parachèverait la politique de protection de la réserve.

Thématiques : environnement, politique
Rubrique : Divers